

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 20 ΙΟΥΝΙΟΥ 1988	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 133

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1789

Κύρωση Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την καταστολή της τρομοκρατίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Ευρωπαϊκή Σύμβαση για την καταστολή της τρομοκρατίας, που υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 27 Ιανουαρίου 1977 με την επιφύλαξη ότι «η Ελλάδα δηλώνει κατ' εφαρμογή του άρθρου 13 της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την καταστολή της τρομοκρατίας ότι επιφυλάσσεται του δικαιώματος, υπό τους όρους της παρ. 1 αυτού του άρθρου, να αρνηθεί την έκδοση για κάθε έγκλημα από τα απαριθμούμενα στο άρθρο 1 της σύμβασης αυτής, εφ' όσον ο φερόμενος ως δράστης διώκεται για την υπέρ της ελευθερίας δράση του».

Το κείμενο της σύμβασης σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION EUROPÉENNE POUR LA RÉPRESSION DU TERRORISME

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Conscients de l'inquiétude croissante causée par la multiplication des actes de terrorisme ;

Souhaitant que des mesures efficaces soient prises pour que les auteurs de tels actes n'échappent pas à la poursuite et au châtiment ;

Convaincus que l'extradition est un moyen particulièrement efficace de parvenir à ce résultat,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Pour les besoins de l'extradition entre Etats Contractants, aucune des infractions mentionnées ci-après ne sera considérée comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques :

a. les infractions comprises dans le champ d'application de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970 ;

b. les infractions comprises dans le champ d'application de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971 ;

c. les infractions graves constituées par une attaque contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes ayant droit à une protection internationale y compris les agents diplomatiques ;

d. les infractions comportant l'enlèvement, la prise d'otage ou la séquestration arbitraire ;

e. les infractions comportant l'utilisation de bombes, grenades, fusées, armes à feu automatiques, ou de lettres ou colis piégés dans la mesure où cette utilisation présente un danger pour des personnes ;

f. la tentative de commettre une des infractions précitées ou la participation en tant que co-auteur ou complice d'une personne qui commet ou tente de commettre une telle infraction.

Article 2

1. Pour les besoins de l'extradition entre Etats Contractants, un Etat Contractant peut ne pas considérer comme infraction politique, comme infraction connexe à une telle infraction ou comme infraction inspirée par des mobiles politiques tout acte grave de violence qui n'est pas visé à l'article 1er et qui est dirigé contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes.

2. Il en sera de même en ce qui concerne tout acte grave contre les biens, autre que ceux visés à l'article 1er, lorsqu'il a créé un danger collectif pour des personnes.

3. Il en sera de même en ce qui concerne la tentative de commettre une des infractions précitées ou la participation en tant que co-auteur ou complice d'une personne qui commet ou tente de commettre une telle infraction.

Article 3

Les dispositions de tous traités et accords d'extradition applicables entre les Etats Contractants, y compris la Convention européenne d'extradition, sont en ce qui concerne les relations entre Etats Contractants modifiées dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

Article 4

Pour les besoins de la présente Convention et pour autant qu'une des infractions visées aux articles 1er ou 2 ne figure pas sur la liste de cas d'extradition dans un traité ou une convention d'extradition en vigueur entre les Etats Contractants, elle est considérée comme y étant comprise.

Article 5

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extrader si l'Etat requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition motivée par une infraction visée à l'article 1er ou 2 a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons.

Article 6

1. Tout Etat Contractant prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître d'une infraction visée à l'article 1er dans le cas où l'auteur soupçonné de l'infraction se trouve sur son territoire et où l'Etat ne l'extrade pas après avoir reçu une demande d'extradition d'un Etat Contractant dont la compétence de poursuivre est fondée sur une règle de compétence existant également dans la législation de l'Etat requis.

2. La présente Convention n'exclut aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

Article 7

Un Etat Contractant sur le territoire duquel l'auteur soupçonné d'une infraction visée à l'article 1er est découvert et qui a reçu une demande d'extradition dans les conditions mentionnées au paragraphe 1er de l'article 6, soumet, s'il n'extrade pas l'auteur soupçonné de l'infraction, l'affaire sans aucune exception et sans retard injustifié, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

Article 8

1. Les Etats Contractants s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible en matière pénale dans toute procédure relative aux infractions visées à l'article 1er ou 2. Dans tous les cas, la loi applicable en ce qui concerne l'assistance mutuelle en matière pénale est celle de l'Etat requis. Toutefois, l'entraide judiciaire ne pourra pas être refusée pour le seul motif qu'elle concerne une infraction politique ou une infraction connexe à une telle infraction ou une infraction inspiree par des mobiles politiques.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'accorder l'entraide judiciaire si l'Etat requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'entraide motivée par une infraction visée à l'article 1er ou 2 a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons.

3. Les dispositions de tous traités et accords d'entraide judiciaire en matière pénale applicables entre les Etats Contractants, y compris la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, sont en ce qui concerne les relations entre Etats Contractants modifiées dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

Article 9

1. Le Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe suit l'exécution de la présente Convention.

2. Il facilite autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution de la Convention donnerait lieu.

Article 10

1. Tout différend entre Etats Contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'a pas été réglé dans le cadre du paragraphe 2 de l'article 9, sera, à la requête de l'une des Parties au différend, soumis à l'arbitrage. Chacune des Parties désignera un arbitre et les deux arbitres désigneront un troisième arbitre. Si dans un délai de trois mois à compter de la requête d'arbitrage, l'une des Parties n'a pas procédé à la désignation d'un arbitre, l'arbitre sera désigné à la demande de l'autre Partie, par le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme. Si le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme est le ressortissant de l'une des Parties au différend, la désignation de l'arbitre incombera au Vice-Président de la Cour ou, si le Vice-Président est le ressortissant de l'une des Parties au différend, au membre le plus ancien de la Cour qui n'est pas le ressortissant de l'une des Parties au différend. La même procédure s'appliquera au cas où les deux arbitres ne pourraient pas se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre.

2. Le tribunal arbitral arrêtera sa procédure. Ses décisions seront prises à la majorité. Sa sentence sera définitive.

Article 11

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 12

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet immédiatement ou à une date ultérieure précisée dans la notification.

Article 13

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, déclarer qu'il se réserve le droit de refuser l'extradition en ce qui concerne toute infraction énumérée dans l'article 1er qu'il considère comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques, à condition qu'il s'engage à prendre dûment en considération, lors de l'évaluation du caractère de l'infraction, son caractère de particulière gravité, y compris :

a. qu'elle a créé un danger collectif pour la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes ; ou bien

b. qu'elle a atteint des personnes étrangères aux mobiles qui l'ont inspirée ; ou bien

c. que des moyens cruels ou perfides ont été utilisés pour sa réalisation.

2. Tout Etat peut retirer en tout ou en partie une réserve formulée par lui en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

3. Un Etat qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe 1er de cet article ne peut prétendre à l'application de l'article 1er par un autre Etat ; toutefois, il peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cet article dans la mesure où il l'a lui-même accepté.

Article 14

Tout Etat Contractant pourra dénoncer la présente Convention en adressant une notification écrite au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Une telle dénonciation prendra effet immédiatement ou à une date ultérieure précisée dans la notification.

Article 15

La Convention cesse de produire ses effets à l'égard de tout Etat Contractant qui se retire du Conseil de l'Europe ou qui cesse d'y appartenir.

Article 16

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 11 ;

d. toute déclaration ou notification reçue en application des dispositions de l'article 12 ;

e. toute réserve formulée en application du paragraphe 1er de l'article 13 ;

f. le retrait de toute réserve effectué en application du paragraphe 2 de l'article 13 ;

g. toute notification reçue en application de l'article 14 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet ;

h. toute cessation des effets de la Convention en application de l'article 15.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 27 janvier 1977, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΑΤΑΣΤΟΛΗ ΤΗΣ ΤΡΟΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Τα κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, που υπογράφουν αυτήν τη Σύμβαση,

Θεωρώντας ότι σκοπός του Συμβουλίου της Ευρώπης είναι η επίτευξη της μεγαλύτερης δυνατής ενότητας μεταξύ των μελών του,

Συνειδητοποιώντας την αυξανόμενη ανησυχία από τον πολλαπλασιασμό των πράξεων τρομοκρατίας

Επιθυμώντας να ληφθούν αποτελεσματικά μέτρα προκειμένου οι δράστες τέτοιων πράξεων να μη διαφεύγουν τη δίωξη και τιμωρία,

Έχοντας την πεποίθηση ότι η έκδοση είναι ένα ιδιαίτερα αποτελεσματικό μέσο για την επίτευξη αυτού του σκοπού,

Αποφασίζουν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Για τις ανάγκες της έκδοσης μεταξύ των συμβαλλομένων κρατών, κανένα από τα κατωτέρω αναφερόμενα εγκλήματα δε θα θεωρείται πολιτικό ή έγκλημα συναφές προς πολιτικό έγκλημα ή έγκλημα που εμπνέεται από πολιτικά ελατήρια:

α) τα εγκλήματα που εμπίπτουν στο πεδίο εφαρμογής της σύμβασης για την καταστολή της παράνομης κατάληψης αεροσκαφών, που υπογράφηκε στη Χάγη στις 16 Δεκεμβρίου 1970,

β) τα εγκλήματα που εμπίπτουν στο πεδίο εφαρμογής της σύμβασης για την καταστολή παρανομων πράξεων που στρέφονται κατά της ασφάλειας της πολιτικής αεροπορίας, που υπογράφηκε στο Μοντρεάλ στις 23 Σεπτεμβρίου 1971,

γ) τα σοβαρά εγκλήματα που συνίστανται σε προσβολή κατά της ζωής, της σωματικής ακεραιότητας ή της ελευθερίας διεθνώς προστατευομένων προσώπων συμπεριλαμβανομένων των διπλωματικών αντιπροσώπων,

δ) τα εγκλήματα που περιλαμβάνουν την απαγωγή, τη σύλληψη ομήρων ή την αυθαίρετη κατακράτηση,

ε) τα εγκλήματα που περιλαμβάνουν τη χρήση βομβών, χειροβομβίδων, ρουκετών, αυτόματων πυροβόλων όπλων ή επιστολές ή δέματα παγιδευμένα, κατά το μέτρο που αυτή η χρήση συνιστά κίνδυνο προσώπων.

στ) η απόπειρα διάπραξης ενός από τα ανωτέρω εγκλήματα ή η συμμετοχή σ' αυτά τόσο ως συναυτουργού όσο και ως συνεργού προσώπου το οποίο διαπράττει ή αποπειράται α διαπράξει ένα τέτοιο έγκλημα.

Άρθρο 2

1. Για τις ανάγκες της έκδοσης μεταξύ των συμβαλλομένων κρατών, ένα συμβαλλόμενο κράτος μπορεί να μη θεωρήσει ως πολιτικό έγκλημα ή έγκλημα συναφές προς τέτοιο είδους παραβίαση ή έγκλημα που εμπνέεται από πολιτικά ελατήρια κάθε σοβαρή πράξη βίας που δεν προβλέπεται στο άρθρο 1 και η οποία στρέφεται κατά της ζωής, της σωματικής ακεραιότητας ή της ελευθερίας προσώπων.

2. Το αυτό ισχύει για κάθε σοβαρή πράξη κατά της περιουσίας, εκτός από τις προβλεπόμενες στο άρθρο 1, όταν αυτή προκαλεί ομαδικό κίνδυνο προσώπων.

3. Το ίδιο θα ισχύει για την απόπειρα διάπραξης ενός από τα ανωτέρω εγκλήματα ή για τη συμμετοχή τόσο ως συναυτουργού όσο και ως συνεργού ενός προσώπου το οποίο διαπράττει ή αποπειράται να διαπράξει ένα τέτοιο έγκλημα.

Άρθρο 3

Οι διατάξεις όλων των συνθηκών και συμφωνιών για έκδοση που εφαρμόζονται μεταξύ των συμβαλλομένων κρατών συμπεριλαμβαναμένης και της Ευρωπαϊκής σύμβασης έκδοσης τροποποιούνται αναφορικά με τις σχέσεις μεταξύ των συμβαλλομένων κρατών κατά το μέτρο που αυτές είναι ασυμβίβαστες προς την παρούσα σύμβαση.

Άρθρο 4

Για τις ανάγκες αυτής της σύμβασης και εφ' όσον ένα από τα προβλεπόμενα στα άρθρα 1 ή 2 εγκλήματα δεν περιλαμβάνεται μεταξύ των αναγραφαμένων περιπτώσεων έκδοσης σε μια συμφωνία ή σύμβαση έκδοσης που ισχύει μεταξύ των συμβαλλομένων κρατών, θεωρείται ότι περιλαμβάνεται σ' αυτή.

Άρθρο 5

Καμιά διάταξη της παρούσας σύμβασης δεν πρέπει να ερμηνεύεται ως συνεπαγομένη υποχρέωση έκδοσης, αν το κράτος από το οποίο ζητείται η έκδοση έχει ουσιώδεις λόγους να πιστεύει ότι η αίτηση έκδοσης, που βασίζεται σε παράβαση που προβλέπεται στα άρθρα 1 ή 2, έχει υποβληθεί με σκοπό τη δίωξη ή τον κολασμό ενός προσώπου εξαιτίας της φυλής, θρησκείας, εθνικότητας ή των πολιτικών φρονημάτων ή ότι η θέση του προσώπου αυτού κινδυνεύει να καταστεί χειρότερη εξαιτίας του ενός ή του άλλου από τους λόγους αυτούς.

Άρθρο 6

1. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος παίρνει τα απαραίτητα μέτρα για την εγκαθίδρυση της ποινικής δικαιοδοσίας του για κάθε έγκλημα που προβλέπεται στο άρθρο 1 στην περίπτωση κατά την οποία ο φερόμενος ως δράστης του εγκλήματος βρίσκεται στο έδαφός του και το κράτος αυτό δεν τον εκδίδει μετά τη λήψη μιας αίτησης έκδοσης από άλλο συμβαλλόμενο κράτος του οποίου η ποινική δικαιοδοσία στηρίζεται σε διατάξεις που υφίστανται επίσης και στη νομοθεσία του κράτους από το οποίο ζητείται η έκδοση.

2. Η παρούσα σύμβαση δεν αποκλείει οποιαδήποτε ποινική δικαιοδοσία που ασκείται σύμφωνα με τα εσωτερικά δίκαια.

Άρθρο 7

Ένα συμβαλλόμενο κράτος στο έδαφος του οποίου ανακαλύπτεται ο φερόμενος ως δράστης κάποιου εγκλήματος από τα προβλεπόμενα στο άρθρο 1 και το οποίο έχει λάβει αίτηση έκδοσης υπό τις προϋποθέσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του άρθρου 6, εφ' όσον δεν πρόκειται να εκδώσει τον ύποπτο για την τέλεση του εγκλήματος δράστη παραπέμπει την υπόθεση χωρίς καμιά εξαίρεση και χωρίς αδικαιολόγητη καθυστέρηση στις αρμόδιες αρχές για την άσκηση της ποινικής δίωξης. Οι αρχές αυτές αποφασίζουν υπό τις ίδιες προϋποθέσεις που ισχύουν για κάθε έγκλημα σοβαρής μορφής σύμφωνα με την εσωτερική τους νομοθεσία.

Άρθρο 8

1. Τα συμβαλλόμενα κράτη παρέχουν την όσο το δυνατό ευρύτερη δικαστική συνδρομή για ποινικές υποθέσεις σε όλες τις διαδικασίες που σχετίζονται με τα εγκλήματα που προβλέπονται στο άρθρο 1 ή 2. Σε κάθε περίπτωση, εφαρμόζεται ως προς τη δικαστική συνδρομή η νομοθεσία του κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση έκδοσης. Πάντως η δικαστική συνδρομή δεν μπορεί να γίνει αντικείμενο άρνησης με μόνη τη δικαιολογία ότι αφορά ένα πολιτικό έγκλημα ή ένα έγκλημα συναφές με ένα τέτοιο έγκλημα ή έγκλημα που υποκινείται από πολιτικά αίτια.

2. Καμιά διάταξη της παρούσας σύμβασης δεν μπορεί να ερμηνευτεί ως συνεπαγόμενη υποχρέωση παροχής της δικαστικής συνδρομής, εάν το κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση έχει σοβαρούς λόγους να πιστεύει ότι η αίτηση δικαστικής συνδρομής που βασίζεται σε έγκλημα που προβλέπεται στο άρθρο 1 ή 2 υποβλήθηκε με σκοπό τη δίωξη ή τον κολασμό ενός προσώπου εξαιτίας της φυλής του, θρησκείας, εθνικότητας ή πολιτικών πεποιθήσεων ή, ότι η θέση αυτού του προσώπου κινδυνεύει να καταστεί χειρότερη εξαιτίας του ενός ή του άλλου από τους λόγους αυτούς.

3. Οι διατάξεις όλων των συμφωνιών και συμβάσεων δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις, που εφαρμόζονται μεταξύ των συμβαλλομένων κρατών συμπεριλαμβανομένης και της ευρωπαϊκής σύμβασης δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις, τροποποιούνται όσο αφορά στις σχέσεις μεταξύ των συμβαλλομένων κρατών κατά το μέτρο που αυτές είναι ασυμβίβαστες με αυτήν τη σύμβαση.

Άρθρο 9

1. Η Ευρωπαϊκή Επιτροπή για τα Ποινικά Προβλήματα του Συμβουλίου της Ευρώπης παρακολουθεί την εκτέλεση της παρούσας σύμβασης.

2. Η ίδια Επιτροπή διευκολύνει επίσης, όπου υπάρχει ανάγκη, τη φιλική διευθέτηση κάθε δυσχέρειας η οποία θα προέκυπτε από την εκτέλεση της σύμβασης.

Άρθρο 10

1. Κάθε διαφορά μεταξύ των συμβαλλομένων κρατών που αφορά την ερμηνεία ή εφαρμογή της παρούσας σύμβασης που δε ρυθμίζεται στο πλαίσιο της παραγράφου 2 του άρθρου 9, θα υποβάλλεται σε διαιτησία με αίτηση ενός από τα μέρη στη διαφορά. Κάθε μέρος θα υποδεικνύει ένα διαιτητή και οι δύο διαιτητές θα υποδεικνύουν έναν τρίτο διαιτητή. Αν μέσα σε προθεσμία τριών μηνών από της υποβολής της αίτησης για διαιτησία το ένα από τα μέρη δεν προβαίνει στην υπόδειξη διαιτητή, αυτός θα διορίζεται με αίτηση του άλλου μέρους, από τον Πρόεδρο του Ευρωπαϊκού Δικαστηρίου Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων. Αν ο Πρόεδρος του Ευρωπαϊκού Δικαστηρίου Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων είναι υπήκοος ενός από τα μέρη στη διαφορά, η υπόδειξη του διαιτητή θα ανατίθεται στον Αντιπρόεδρο του Δικαστηρίου ή αν ο Αντιπρόεδρος είναι υπήκοος ενός από τα μέρη στη διαφορά, στο αρχαιότερο μέλος του Δικαστηρίου, το οποίο δεν είναι υπήκοος ενός από τα μέρη στη διαφορά. Η ίδια διαδικασία θα εφαρμόζεται στην περίπτωση κατά την οποία οι δύο διαιτητές δε συμφωνήσουν στην εκλογή του τρίτου διαιτητή.

2. Το Διαιτητικό Δικαστήριο θα αποφασίσει για τη διαδικασία του. Οι αποφάσεις του θα λαμβάνονται κατά πλειοψηφία. Η απόφασή του θα είναι οριστική.

Άρθρο 11

1. Η σύμβαση αυτή είναι ανοικτή για υπογραφή από τα κράτη—μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης. Υπόκειται σε επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει μετά παρέλευση τριών μηνών από την ημερομηνία κατάθεσης του τρίτου εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

3. Ως προς το κράτος το οποίο υπέγραψε και το οποίο θα κυρώσει, αποδεχθεί ή εγκρίνει τη σύμβαση μεταγενέστερα, αυτή θα αρχίσει να ισχύει, ως προς αυτό, τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης των εγγράφων της επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 12

1. Κάθε κράτος μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης, να ορίσει το έδαφος ή τα εδάφη στα οποία θα εφαρμόζεται η παρούσα σύμβαση.

2. Κάθε κράτος μπορεί κατά το χρόνο της κατάθεσης από αυτό του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή οποτεδήποτε μεταγενέστερα, να επεκτείνει την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης με δήλωση που απευθύνεται προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε οποιοδήποτε άλλο έδαφος που προσδιορίζεται στη δήλωση και του οποίου εγγυάται τις διεθνείς σχέσεις ή για το οποίο έχει εξουσιοδοτηθεί να συμβάλλεται.

3. Κάθε δήλωση που γίνεται σε εφαρμογή της προηγούμενης παραγράφου μπορεί να αποσυρθεί, αναφορικά με οποιοδήποτε έδαφος που προσδιορίζεται στη δήλωση αυτή, με γνωστοποίηση απευθυνόμενη προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης. Η ανάκληση θα επιφέρει αποτέλεσμα αμέσως ή σε μεταγενέστερη ημερομηνία που καθορίζεται στη γνωστοποίηση.

Άρθρο 13

1. Κάθε κράτος μπορεί κατά το χρόνο της υπογραφής ή της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης να δηλώσει ότι επιφυλάσσεται του δικαιώματος να αρνηθεί την έκδοση σε ό,τι αφορά κάθε παράβαση απαριθμούμενη στο άρθρο 1 την οποία θεωρεί ως πολιτικό έγκλημα, ως έγκλημα συναφές με πολιτικό ή ως έγκλημα που υποκινήθηκε από πολιτικά κίνητρα, υπό τον όρο ότι αναλαμβάνει την υποχρέωση κατά την εκτίμηση του χαρακτήρα του εγκλήματος να λάβει σοβαρά υπόψη τον ιδιάζοντως σοβαρό χαρακτήρα του, συμπεριλαμβανομένων των εξής:

α. ότι δημιούργησε συλλογικό κίνδυνο ζωής, σωματικής ακεραιότητας ή ελευθερίας προσώπων, ή

β. ότι προσέβαλε πρόσωπα ξένα προς τα κίνητρα τα οποία το υποκίνησαν, ή

γ. ότι χρησιμοποιήθηκαν μέσα σκληρά ή ειδεχθή για την πραγμάτωσή του.

2. Κάθε κράτος μπορεί να ανακαλέσει εν όλω ή εν μέρει επιφύλαξη που διατυπώθηκε από αυτό δυνάμει της προηγούμενης παραγράφου, με δήλωση απευθυνόμενη προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης και η οποία θα τεθεί σε ισχύ από την ημερομηνία λήψης της.

3. Ένα κράτος που διατύπωσε επιφύλαξη βάσει της παραγράφου 1 του άρθρου αυτού δεν μπορεί να απαιτήσει την εφαρμογή του άρθρου 1 από άλλο κράτος. Εν τούτοις, μπορεί, εάν η επιφύλαξη είναι μερική ή υπό όρο να ζητήσει την εφαρμογή του άρθρου αυτού κατά το μέτρο που αυτό το ίδιο έχει αποδεχτεί το περιεχόμενό του.

Άρθρο 14

Κάθε συμβαλλόμενο κράτος μπορεί να καταγγείλει την παρούσα σύμβαση απευθύνοντας έγγραφη γνωστοποίηση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης. Η καταγγελία αυτή θα αρχίσει αμέσως ή σε μεταγενέστερη ημερομηνία που καθορίζεται στη γνωστοποίηση.

Άρθρο 15

Η σύμβαση παύει να ισχύει ως προς κάθε συμβαλλόμενο κράτος το οποίο αποσύρεται από το Συμβούλιο Ευρώπης ή το οποίο παύει να ανήκει σ' αυτό.

Άρθρο 16

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα γνωστοποιεί προς τα κράτη — μέλη του Συμβουλίου:

α. κάθε υπογραφή,

β. την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης,

γ. κάθε ημερομηνία έναρξης ισχύος της παρούσας σύμβασης σύμφωνα με το άρθρο 11,

δ. κάθε δήλωση ή γνωστοποίηση που λαμβάνεται κατ' εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 12,

ε. κάθε επιφύλαξη που διατυπώνεται κατ' εφαρμογή της παραγράφου 1 του άρθρου 13,

στ. την ανάκληση κάθε επιφύλαξης που γίνεται κατ' εφαρμογή της παραγράφου 2 του άρθρου 13,

ζ. κάθε γνωστοποίηση που λαμβάνεται κατ' εφαρμογή του άρθρου 14 και την ημερομηνία κατά την οποία θα τεθεί σε ισχύ η καταγγελία,

η. κάθε παύση της ισχύος της σύμβασης κατ' εφαρμογή του άρθρου 15.

Σε πίστη των ανωτέρω, οι υπογράφοντες, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι γι' αυτό, υπέγραψαν την παρούσα σύμβαση.

Έγινε στο Στρασβούργο στις 27 Ιανουαρίου 1977, στη γαλλική και αγγλική γλώσσα, σε δύο κείμενα που έχουν την ίδια ισχύ, σε ένα μοναδικό αντίτυπο το οποίο θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει επικυρωμένο αντίγραφο της σύμβασης αυτής σε κάθε κράτος που την υπέγραψε.

Άρθρο δεύτερο

Οι ελληνικοί ποινικοί νόμοι εφαρμόζονται σε ημεδαπούς και αλλοδαπούς για κάθε έγκλημα που προβλέπεται στο άρθρο 1 της σύμβασης υπό τις προϋποθέσεις που ορίζονται στο άρθρο 6 αυτής.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς αυτού του νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της σύμβασης που κυρώνεται από την ημερομηνία που ορίζει το άρθρο 11 παρ. 3 αυτής.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 16 Ιουνίου 1988

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Κ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
ΑΝΤ. ΔΡΟΣΟΓΙΑΝΝΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 17 Ιουνίου 1988

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΓΑΜ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ